



Edito

Les Amis de la Conf' continuent leur travail de construction avec un dynamisme certain.

L'Assemblée Générale qui s'est déroulée au mois de juin a permis de percevoir une demande réelle des adhérents pour une activation de groupes locaux.

Depuis, nous travaillons pour que cela devienne réalité. Ainsi, nous proposerons huit journées de formation d'ici au mois d'avril 2016 aux groupes et aux adhérents qui le désirent.

Le groupe régional Nord-Pas-de-Calais-Picardie tiendra une Assemblée générale constitutive le 17 octobre près d'Arras !

D'autre part, les Journées d'été sur le plateau de Millevaches ont réuni une centaine de personnes.

Les intervenants, parmi lesquels des acteurs du renouvellement rural comme les 11 jeunes s'installant ensemble ou encore les paysans qui animent le pôle viandes locales de Bourgneuf ont permis de nourrir de riches débats. La qualité des relations humaines a marqué ces rencontres rassemblant la Conf', Solidarité paysans, l'ARDEAR, la CIVAM et aussi des collectifs de luttes qui ont pu échanger tout au long des 4 jours.

Face au business de l'agro-industrie, il s'agit de construire des politiques alimentaires en développant des solidarités ouvriers-paysans-citoyens.

Et encore un grand merci à Pierre COUTAUD, le maire de Peyrelefade qui nous a merveilleusement accueilli !

FESTIVAL ALIMENTERRE

Festival Alimenterre : des projections pour "s'alimenter" par les luttes internationales contre la prédation agricole et la malbouffe !

Elevage à l'herbe, semences paysannes, biens communs, agriculture familiale, accaparement des terres, huile de palme dans nos gâteaux, quelle autonomie des paysans voulons-nous à l'heure du TAFTA ?

L'éducation à l'alimentation passe par l'analyse de nos contenus d'assiettes et nos projections de politiques publiques agricoles. La Bretagne a un lourd tribut dans la spécialisation de nos productions, les Alpes provençales ont des offres de pastoralisme qui nous réconcilient avec nos territoires.

Rendez-vous donc avec nos hôtes agro-cultuels à Carhaix le 23 octobre, à Huelgoat le 24 octobre et le 7 novembre dans l'arrière-pays grassois (Cipières-Alpes Maritimes). Les politiques territoriales à l'aune des régionales (élections des 6-13 décembre) vont nous fournir des éléments de questionnement sur la politique de l'alimentation au sein de nos territoires. La souveraineté des régions à l'échelle agricole et alimentaire doit trouver sa place dans le débat public en associant la loi d'avenir agricole. Ouvriers-citoyens, protégeons-nous de l'incursion touristique de nos prédateurs libéraux, les loups du capital n'ont pas de visa pour la conquête du territoire !

William ELIE, Catherine SECHET

Organisez vos projections –débats dans le cadre du Festival Alimenterre

Vous pouvez organiser votre projection-débat. Il suffit de choisir le film que vous souhaitez voir (<http://www.festival-alimenterre.org/>).

Un mode d'emploi est disponible, demandez-le auprès de Laurent aux Amis de la Conf'. Besoin d'un coup de main, demandez aussi.

LE TIPP/TAFTA L'HORREUR DEMOCRATIQUE



Une Initiative Citoyenne Européenne (ICE) est organisée depuis plusieurs mois visant à obtenir de la Commission européenne l'abandon des négociations concernant le TIPP/TAFTA.

Elle s'achève le 6 octobre pour être déposée le 7. Il manque moins de 200 000 signatures pour atteindre les 3 millions.

Signez sur <https://stoptafta.wordpress.com/>

DÉFENDRE NOTRE PAYSAGE ET NOTRE POLITIQUE ALIMENTAIRE CONTRE LE «MARCHÉ» DE PRÉDATIONS

De retour de Millevaches jusqu'aux sources de la grande dépression agricole estivale, petit panorama historique de l'effondrement orchestré savamment par la FNSEA.

En à peine plus d'un demi-siècle, la France a connu de profondes mutations (économiques, démographiques, sociologiques ...) et notamment dans le monde agricole. Aujourd'hui, moins de 600 000 exploitants agricoles en France, représentent à peine 4 % de la population active alors qu'ils étaient 10 millions d'actifs agricoles en 1945. Aucun autre secteur économique n'a connu une régression d'emplois aussi massive. La révolution verte liée à la mécanisation, à l'emploi d'engrais de synthèse dans l'agriculture a conduit à une hausse importante de la productivité et à une concentration des terres au sein de quelques grandes fermes d'exploitations agricoles. La motorisation a transformé radicalement les méthodes de travail et les paysages par le remembrement.

Pourtant, la crise structurelle que vit le monde agricole témoigne de la faillite des politiques de développement agricole, celle de l'endettement permanent et de la crise du logiciel productiviste, facteur d'érosion, de l'artificialisation et de l'épuisement des sols.

La détresse des paysans masque la fuite en avant des systèmes de production et impasses sociales et environnementales. Le modèle agro-exportateur qui entretient l'illusion de «nourrir le monde» est révolu, celui-ci nous rend dépendant de la loi du marché qui broie l'emploi et siphonne les revenus. L'âge moyen des paysans est de 50 ans, leur nombre diminue de 3 % par an, les revenus sont faibles (80% autour du SMIC), l'accès à ce métier est de plus en plus difficile pour les jeunes candidats avec les barrières foncières et de transmissibilité.

Pourtant sans paysans, il n'y aura plus d'autonomie alimentaire en France et donc plus de pays !

Les agricultures de firmes entrent en contradiction avec le principe de souveraineté alimentaire qui permettrait aux peuples de se nourrir eux-mêmes. Elles encouragent le dumping social avec des conséquences sur les prix et la qualité du bœuf et du porc, par application de la loi du pays d'origine, des salariés roumains polonais ou autres qui travaillent dans les élevages industriels intensifs d'Allemagne à 7 euros de l'heure. Pire, les terres roumaines sont rachetées par des financiers collectant des subventions pour le bio et spoliant les petites exploitations familiales.

Le paysan est par essence producteur d'aliments et façonneur de paysages.

Pour gagner la bataille des idées aujourd'hui, il nous faut remplacer les agricultures productivistes dévoreuses d'argent public et retrouver une autonomie sur nos décisions politiques plutôt que de revendiquer le «manger français» cher aux industriels.

Les productions en signes de qualité, en AOP, artisanales et d'origine fermières, en agriculture biologique, en circuits de proximité, souvent maintenues en niches économiques doivent être soutenues par des politiques publiques éloignées des lobbies agro-industriels.

Notre identité alimentaire et culinaire au service du plus grand nombre doit être une réponse aux logiques libérales européennes (PAC) destructrices d'emploi et de biodiversité. En encourageant des systèmes de production durables et autonomes qui tendent à la satisfaction des besoins humains en respectant la terre et le travailleur par la valorisation des ressources des agro-éco-systèmes qui ne coûtent rien à la collectivité. Alimenter la volonté politique tout simplement et refonder notre culture (d'exception) de terroir !

**Michel BESSON
William ELIE**

NOTRE-DAME-DES-LANDES, PAS DE REPIT POUR ... GAGNER !

Le 17 juillet, les recours des opposants au projet ont été rejetés par le tribunal administratif en première instance, adoptant les contre-vérités des études bidon effectuées, acceptant les pseudo-compensations concernant la biodiversité des zones humides (<https://www.acipa-ndl.fr/>).

Le 23 septembre, alors même qu'il existe encore des recours juridiques en instance, le sous-préfet n'a pas craint d'envoyer le juge des expropriations de venir signifier aux locataires leur prochaine expulsion.

La réaction a été vive et nette avec une mobilisation des locataires, de paysans et de citoyens qui ont bloqué les routes menant aux lieux menacés.

Comme a pu dire un paysan sur place : «Le juge est venu, il a vu ... mais il n'a pas vaincu ! ».

Plus que jamais, la mobilisation doit s'intensifier, l'habitat et les cultures se développer, afin de voir l'avenir sans aéroport.

1000 VACHES, UN DELIBERE MI-CHEVRE MI-CHOU !

Les neuf militants et militantes de la Conf viennent de voir leur culpabilité confirmée par la cour d'appel d'Amiens. Le juge n'a cependant pas suivi la démesure de la première instance en prononçant des peines d'amende avec sursis plutôt que la prison.

Les trois militants poursuivis seulement pour refus de prélèvement ADN sont quant à eux dispensés de peine. Cette remise en cause du procès en première instance est importante. Cependant ce sont toujours neuf lanceurs d'alerte qui sont condamnés.

Face à cela, depuis trois mois, il est établi que Michel Ramery est dans une totale illégalité (avec près de 800 vaches au lieu de 500 autorisées à ce jour). De plus, l'énorme tas de fumier qui ruisselle devrait largement inquiéter les pouvoirs publics, eu égard aux infiltrations probables qui alimenteront la nappe phréatique et les eaux de la Baie de Somme !

Les fermes-usines sont donc loin d'être condamnées, alors qu'elles sont le fer de lance d'une dérive qui a conduit à la crise actuelle. L'actualité prouve que l'action de la Confédération paysanne était non seulement légitime mais que l'alerte que nous avons lancée aurait dû être entendue. La mobilisation face à l'industrialisation de l'agriculture ne faiblira pas !

FERME DES BOUILLONS ET INIQUITE

Le 19 août, les forces de police expulsaient ceux-là mêmes qui ont porté le combat pour la préservation des terres agricoles contre l'appétit d'Immochan en obtenant que ces terres soient reclassées Zone Naturelle Protéger et en développant une activité maraîchère en lien avec les citoyens locaux. Les terres sont revendues à une SCI constituée par des proches de la famille Mulliez (Auchan).

Cependant, la mobilisation se poursuit avec l'Association pour la protection de la Ferme des Bouillons !

Notamment des actions juridiques sont en cours. La position de la SAFER qui n'a pas préempté les terres est très suspecte, d'autant que son Président, M. Hyst est membre de la FNSEA !

Bien entendu, les Amis de la Conf' sont à leurs côtés.



A LIRE

L'association Novissem vient d'éditionner un livre qui a pour objectif de contribuer au débat sur les sujets qui découlent de l'implantation, dans notre pays, de la première méga-exploitation laitière de type industriel.

Réalisé par les militants de NOVISSSEM, il contient des contributions de personnalités ou d'associations très diverses.

« **1000VACHES, usine à mensonge** », éditions NOVISSSEM, 385 rue du Levant 80132 Drucat, 5€

« **Lettre à un paysan sur le vaste merdier qu'est devenue l'agriculture** », Fabrice NICOLINO, Les échappés, 13,90 €.

Avec brio et sous forme d'une lettre à Raymond, Fabrice Nicolino revient sur l'histoire accablante de la l'agriculture construite par les pouvoirs publics depuis le début du vingtième siècle et particulièrement depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Car il s'agit bien de la construction d'un « vaste merdier »...

Du même auteur : « **Un empoisonnement universel. Comment les produits chimiques ont envahi la planète** », LLL Les liens qui libèrent 2014

« **La science asservie. Santé publique : les collusions mortifères entre industriels et chercheurs** », Annie THÉBAUD-MONY, La Découverte, 2014

« **Une autre histoire des « Trente glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre** », Christophe BONNEUIL, La Découverte 2013

« **Des OGM adaptés au changement climatique** », InfoGM, 2010, 5 € et « **Des OGM au secours climat : une fausse solution** » miniguide, 0,50 € à commander par lots de 20.

COP 21, DE NOMBREUX RENDEZ-VOUS

Appel à l'action de la Via Campesina pour la COP21.

Les perturbations climatiques ont, une fois de plus cette année, causé des famines importantes, des migrations et une dégradation des conditions de vie pour des millions de familles des zones rurales, spécialement des femmes et des jeunes. Alors que les petits paysan-ne-s partout dans le monde produisent la nourriture consommée par une grande majorité de la population, les glaciers fondent à une vitesse alarmante, de nombreuses espèces animales et végétales disparaissent chaque jour, [...], les catastrophes comme les ouragans ou les tornades deviennent presque des faits divers. Pendant ce temps, le système alimentaire mondial imposé aux peuples par les compagnies multinationales est non seulement un échec total mais aussi une des principales causes de la crise climatique induite par l'humain. **La dépendance aux combustibles fossiles pour produire, transformer et transporter est responsable selon les estimations de 44 à 57% des émissions à effet de serre au niveau mondial**¹. [...] les entreprises multinationales ont généré de la faim et de l'obésité, de l'accaparement des terres et un exode rural, et une crise climatique qu'ils espèrent résoudre par de fausses solutions vendues aux Nations unies.

Plus de vingt ans depuis Rio (1992) et Kyoto (1997), les gouvernements n'ont cessé de se rencontrer pour leurs Conférences des Parties (COP). Ils n'ont à aucun moment réussi à protéger et à améliorer les droits humains des citoyen-ne-s, y compris le droit à l'alimentation car ils ont [...] privilégié les intérêts du secteur privé au détriment des intérêts du bien-être public. Les accords et les négociations précédentes sont passés d'accords obligatoires ou contraignants à de simples promesses qui ne seront pas tenues. En même temps, les entreprises multinationales se sont assurées de l'appui politique de gouvernements cooptés pour garantir que leurs intérêts fassent

partie des stratégies de fond de ces accords. Les marchés du carbone, les soi-disant Mécanismes de Développement Propre (Clean Development Mechanisms- CDMs), REDD et REDD+, les bioénergies, les agro-carburants ainsi que les paquets agricoles de l'agrobusiness appelés « sensibles au climat » sont quelques-unes des propositions trompeuses maintenant sur la table. [...] En défendant les intérêts du capitalisme et la privatisation des ressources naturelles, les entreprises multinationales mettent en danger la vie des citoyen-ne-s, des petits paysan-ne-s et des communautés indigènes dont les moyens de subsistance dépendent de la nature.

Quand on parle d'alimentation et d'agriculture, il est clair que l'agriculture paysanne et les systèmes alimentaires locaux ont démontré leur capacité à nourrir les peuples depuis des siècles. Selon le Programme pour l'Environnement des Nations unies, le Fonds International pour le Développement Agricole, la FAO et le rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, les petits paysan-ne-s produisent aujourd'hui jusqu'à 80% de la nourriture dans les pays non industrialisés (là où vit la majorité de la population). Voilà pourquoi, à la Via Campesina, nous déclarons une fois de plus que la Souveraineté Alimentaire, basée sur l'agro-écologie paysanne, les connaissances traditionnelles, la sélection, conservation et partage de semences adaptées localement et le contrôle de nos terres, eaux et territoires, est une solution réelle, viable et juste à la crise climatique mondiale principalement produite par les multinationales. Afin de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire nous avons besoin de changements profonds. Nous avons besoin, entre autres, de réformes agraires intégrales, de marchés publics pour la production paysanne et de l'arrêt des accords désastreux de libre commerce promus par les entreprises multinationales. En bref, nous avons besoin de justice, à la fois sociale, économique, politique et climatique.

La Via Campesina, représentant plus de 200 millions de paysan-ne-s au sein de plus de 150 organisations, appelle les gouvernements qui se rencontreront à la COP21 à prioriser les besoins des peuples et non les intérêts des entreprises pour trouver un accord avec de réelles solutions climatiques incluant les systèmes alimentaires paysans qui refroidissent la planète. Pour garantir que notre voix sera entendue, nous allons nous mobiliser en alliance avec des millions de migrantes, de paysannes, de travailleurs, les femmes, les jeunes, les étudiantes et militants pour la justice climatique dans les rues du Paris.

Nous appelons tous les mouvements sociaux, les organisations populaires, la société civile et les activistes du monde entier à se mobiliser dans le contexte de la COP 21 et à venir en masse à Paris mais aussi de façon décentralisée afin de mettre en avant nos propositions. C'est le moment de définir de vraies solutions pour la souveraineté alimentaire et de stopper la main mise des entreprises sur la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

Via Campesina rencontrera les Amis de la Conf' à Bagnolet entre le 6 et le 12 décembre à Bagnolet.

Agenda

- **15 octobre au 30 novembre**, festival Alimentterre : **23/10 à Carhaix (29)**, **24/10 à Huelgoat (29)**, et **7/11 à Cipières (06)** ;
- **15 au 17 octobre à Bruxelles** : journées d'actions européennes contre le TIPP/TAFTA ;
- **17 octobre à Arras** Assemblée générale constitutive des Amis de la Conf' Nord-Pas-de-Calais-Picardie ;
- **18 et 19 novembre à Orléans** : contre Open agri food ;
- **5 et 6 décembre** : **Montreuil** marché paysan dans le cadre de la coalition climat. Avec des débats, conférences, et plein d'autres événements.